



ARRETE PERMANENT N° 2026-06-22-1 REGLEMENTANT LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT SUR LA COMMUNE DE GOURIN DURANT LES TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE POTEAUX TELEPHONIQUES

La Maire de la commune de GOURIN,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2212-1, L.2213-1 et L.2213-2 ;

Vu la Loi N° 82-213 du 2 Mars 1982 modifiée et complétée par la Loi N° 82-623 du 22 Juillet 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;

Vu la Loi N° 89-413 du 22 Juin 1989 relative au Code de la Voirie Routière ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles R 411-2 et R 411-21-1 ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1 (8è partie) ;

Vu la demande effectuée par le groupe « ALQUENRY et leurs sous-traitants, 45 Rue Pierre Martin, 72100 LE MANS » en vue d'effectuer des travaux de remplacement de poteaux téléphoniques sur la commune de Gourin à partir du 28 Avril 2026 ;

Considérant que pour des raisons de sécurité, il convient de réglementer la circulation et le stationnement au droit des chantiers mobiles concernés et de limiter la vitesse à 50 Km/h.

ARRETE

Article 1 : La circulation est réglementée et le stationnement est interdit à tous les véhicules au droit des chantiers mobiles concernés par les travaux de remplacement de poteaux téléphoniques sur la commune de Gourin, du 22 Juin 2026 au 22 Juin 2027. La vitesse est limitée à 50 Km/h à proximité des zones de travaux.

Article 2 : La signalisation adéquate et conforme est mise en place par l'entreprise utilisatrice.

La circulation peut être réglementée au moyen d'un alternat, matérialisé par des panneaux bk15 et ck 18.

Article 3 : Toute infraction au présent arrêté est constatée et poursuivie, conformément à la législation en vigueur

Article 4 : Madame La Maire de Gourin, Monsieur le commandant de Brigade de Gendarmerie de GOURIN, Monsieur le Policier Municipal, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de RENNES dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait à Gourin, le 22 Juin 2026

La Maire,

Bérange FRIETZ

